

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 168, 6 novembre 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale - Citoyenneté

• La géographie de l'ascension sociale.

France Stratégie ; Clément Dherbécourt.

Note d'analyse, n° 36, novembre 2015. 8 p. @

Les chances des enfants de classes populaires d'accéder à des postes qualifiés varient aujourd'hui du simple au double selon le département de naissance. La note analyse ces écarts entre les territoires et esquisse les politiques publiques à mettre en œuvre pour les réduire.

• Vulnérabilités sociales et engagement associatif. Les ressorts d'une démarche d'action communautaire sur un quartier précarisé.

Michel Joubert ; Chantal Mougin.

Les annales de la recherche urbaine (Puca), n° 110, septembre 2015. pp. 18-33.

Cette contribution est d'abord la restitution d'une analyse du travail d'une association du quartier Clos-Saint-Lazare à Stains qui travaille depuis 20 ans pour réduire les vulnérabilités auxquelles les habitants peuvent être exposés.

A signaler également dans ce dossier, deux articles : « La vulnérabilité sociale au défi des savoirs d'usage des habitants » et « La précarité énergétique en milieu urbain ».

[En prêt à la documentation](#)

• La France et ses laïcités.

Philippe Portier.

Cahiers Français (La Documentation française), n° 389, octobre 2015. pp. 13-18.

La laïcité relève-t-elle d'une seule définition ou se prête-t-elle à une pluralité d'acceptions ? C'est à ce questionnement, qui suscite maints débats animés, que répond ici l'auteur. Cette contribution est issue du dossier "Religion, laïcité(s), démocratie" du même *Cahier*.

Développement économique

• La société hyperindustrielle et ses territoires.

Pierre Veltz.

Futuribles, n° 409, novembre 2015. pp. 5-18.

L'auteur oppose, dans son argumentaire, l'émergence d'un modèle hyperindustriel, consistant à allier production industrielle et activités de service, grâce notamment au numérique et à une organisation en réseau.

• Les nouveaux rapports industrie/services à l'ère du numérique.

Conseil économique et social environnemental (Cese) ; Marie-José Kotlicki.

Octobre 2015. 74 p.

La traditionnelle vision segmentée de l'industrie et des services ne résiste plus à la nouvelle réalité économique, illustrée par l'accélération de la mondialisation de l'offre de produits et de services intégrés, dopée par l'irruption du numérique. Le Cese fait porter sa réflexion sur les nouvelles relations à créer entre les entreprises à la lumière de ces changements.

[Rapport](#) : @ [Synthèse](#) : @

La nouvelle donne territoriale.

P. Veltz ; F. Gilli ; D. Béhar et al.

L'Economie politique, n° 68, 4/2015.

[Au sommaire](#) :

"L'industrie est dans les métropoles !"/ Les territoires de l'innovation... ne sont pas ceux qu'on croit / Réforme territoriale : la fin d'un cycle ? / Développement régional : le modèle allemand / La gouvernance territoriale, clé de la transition vers des sociétés durables.

• Politiques d'aides aux entreprises : et si on jouait collectif ?

Terra Nova ; Nadine Levratto.

Note, 22 octobre 2015. 15 p. @

Cette note explore la problématique de la priorité aux interactions entre les entreprises. Cette perspective est d'autant plus intéressante que le nouveau contexte institutionnel français, et notamment la compétence exclusive des régions en matière de soutien économique, laisse la place à des politiques de soutien aux entreprises prioritairement axées sur la coopération et les interactions.

• Panoramas régionaux de l'économie sociale et solidaire.

Recherches & Solidarités. Octobre 2015. @

En partenariat avec l'Association des régions de France (ARF) et la Caisse des Dépôts, R&S met à la disposition des acteurs les données les plus récentes sur l'économie sociale et le secteur associatif, à l'échelle des 13 régions, selon le découpage en vigueur au 1er janvier 2016.

Egalité-Inégalité

• Les territoires qui gagnent et les autres.

S. Moatti ; D. Béhar ; V. Grimault et al.

Alternatives économiques, n° 351, 11/2015. pp. 52-70.

Les élections régionales de décembre, après les nouvelles lois de décentralisation votées depuis deux ans, relancent le débat sur les dynamiques territoriales en France. Souvent résumées à une opposition entre des métropoles qui vont bien et une France périphérique à la traîne, les fractures françaises sont plus complexes, mais elles sont réelles. Quelles perspectives pour la France redécoupée ?

Environnement

• Environnement et climat : d'un demi-siècle à l'autre.

Jacques Theys.

Futuribles, n° 409, novembre 2015. pp. 57-73.

Comme le montre l'auteur dans le cas spécifique de la France, si le chemin parcouru est effectivement considérable s'agissant de la prise en compte des enjeux écologiques dans les politiques nationales, la route vers une transition écologique et énergétique à la hauteur des défis à venir paraît encore bien longue.

France

• France, portrait social - France, portrait social.

Insee Références - Édition 2015 ; novembre 2015. @

Cet ouvrage offre un large panorama de la situation sociale de la France.

Indicateurs

• Les nouveaux indicateurs de richesse.

Service d'information du Gouvernement (SIG) ; octobre 2015. 74 p. @

Ce rapport est la première édition d'un exercice nouveau en France : un débat, avec les parlementaires et de nombreux Français, sur la définition de la croissance. Comment la mesurer ? Peut-on s'accorder sur une définition commune ou bien s'agit-il d'une notion subjective ?

• PIB : le début de la fin.

G. Thiry ; P. Frémeaux.

Alternatives économiques, n° 350, oct. 2015. pp. 50-60.

A quoi bon croître si les inégalités augmentent et si l'environnement est menacé ? Le débat sur des indicateurs alternatifs au PIB dure depuis 30 ans. La loi Sas, du nom de la députée écologiste Eva Sas, adoptée en avril dernier, prévoit la publication régulière de tels indicateurs en France. Reste à s'en saisir effectivement pour changer les priorités de l'action publique.

Lutte contre les discriminations

• Anatomie d'une politique régionale de lutte contre les discriminations.

Yannick L'Horty.

Revue d'économie régionale et urbaine, n° 4, 2015. pp. 605-627.

Quels sont les enseignements à tirer de cette évaluation de la politique régionale de l'Île-de-France pour lutter contre les discriminations ? Tout d'abord, les actions sont pour l'essentiel portées par les associations qui restent des acteurs majeurs de la lutte contre les discriminations. Ensuite, la logique de financement sur projet, inhérente à ces dispositifs, conduit à des défauts de coordination qui induisent des inégalités dans tel ou tel sous-domaine. Enfin, cette différence de traitement des publics se double d'une différence dans la couverture territoriale de ces dispositifs.

En prêt à la documentation

Mer

• Comité interministériel de la mer, 22 octobre 2015, Boulogne-sur-Mer.

Premier ministre. Octobre 2015. 12 p.

Le Premier ministre a réuni un Comité interministériel de la mer (CImer), le 22 octobre dernier, à Boulogne-sur-Mer. Ce CImer est une nouvelle étape dans la construction de la politique maritime de la France pour développer la croissance économique de nos territoires marins, protéger les milieux marins et assurer la protection et la sécurité des espaces maritimes français.

Communiqué de presse : @ *Dossier de presse* : @

Métropole

• Quelle(s) métropole(s) pour l'Ouest ?

Jean Renard.

Blog de la Revue d'économie régionale et urbaine, 31 oct. 2015. @

La véritable question quant à la reconnaissance de Nantes comme la grande et seule métropole de l'Ouest est la présence à proximité de Rennes qui entend jouer aussi son rôle et veut se faire reconnaître en tant que métropole. Du fait de l'histoire et des fonctions attribuées à Rennes, s'est instaurée une réelle concurrence entre les deux villes. Certes la hiérarchie urbaine en nombre d'habitants et l'examen des fonctions exercées par les deux villes sont en faveur de Nantes, mais les dynamiques démographiques sont voisines, et Rennes conserve l'avantage dans le domaine universitaire.

Numérique

• Economie numérique.

Conseil d'analyse Economique (CAE) ; N. Colin ; A. Landier et al.

Note du CAE, n° 26, octobre 2015. @

Dans cette note, les auteurs proposent de caractériser l'économie numérique et formulent ensuite une série de recommandations pour répondre à deux défis majeurs : innover en matière de réglementation et de politique de concurrence, et favoriser la création d'emplois.

Planification

• Plans régionaux d'agriculture durable : bilans et perspectives.

Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAER) ; P. Balny ; G. Gosset ; et al.
La Documentation française, octobre 2015. 16 p. @

Les plans régionaux d'agriculture durable (PRAD) confortés par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt doivent constituer le cadre de la transition agro-écologique. Il est proposé qu'ils deviennent la référence agricole du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) et que leur gouvernance soit celle envisagée pour le suivi du programme régional de développement rural (PRDR).

Politique de la ville

• La République en actes.

Comité interministériel à l'égalité et à la citoyenneté.

Premier ministre, 26 octobre 2015. 69 p. @

Retrouvez le dossier complet du Ciec qui s'est tenu aux Mureaux, le 26 octobre dernier. Au sommaire : présentation du tableau d'avancement des 60 mesures prises lors du Ciec précédent (6 mars 2015), analyse détaillée des nouvelles mesures, présentation du nouveau Conseil national des villes (CNV).

• Dix ans après les émeutes, comment les Français voient-ils leurs banlieues ?

Fondation Jean Jaurès ; Jérôme Fourquet.

Octobre 2015. 5 p. @

Les émeutes dans les quartiers, en 2005, ont marqué les esprits. Dix ans après, comment les citoyens perçoivent-ils ces territoires ? L'auteur analyse les résultats d'une enquête menée à la demande de la Fondation et, notamment, les différences de jugement selon les sensibilités politiques.

• 2005 - 2015 : retour sur les émeutes. (Vidéo)

Gilles Kepel pour l'Institut Montaigne. Octobre 2015. @

Gilles Kepel, auteur pour l'Institut Montaigne de « *Banlieue de la République* » et de « *Passion Française* », revient sur l'origine des émeutes qui ont éclaté à Clichy-sous-Bois il y a dix ans.

• Quand les banlieues se prennent en main.

France Culture. Octobre 2015. @

Il y a dix ans, la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois conduisait à de violents affrontements dans les quartiers sensibles. Depuis, près de 48 milliards d'euros ont été investis pour la rénovation de ces quartiers. Pourtant, les inégalités et le sentiment d'abandon persistent. Mais certains habitants refusent de baisser les bras. Tour d'horizon des initiatives citoyennes en Île-de-France.

Réforme territoriale

• La loi NOTRe : un vrai big bang territorial ?

B. Faure ; J-F. Lachaume ; M. Long et al.

AJDA, n° 34, 19 octobre 2015. pp. 1897-1925.

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République affichait de vastes ambitions. A l'arrivée, le texte est en retrait sur ses objectifs initiaux. Si les régions en sortent renforcées, l'idée d'un réel leadership régional était inconstructible en droit. Le renforcement des intercommunalités dépendra de ce que voudront bien en faire les élus. Le département apparaît affaibli, recentré sur des compétences sociales que les métropoles pourront parfois lui disputer.

• Une approche économique de la réforme territoriale.

Sandro Martin ; Arthur Souletie ; Sébastien Turban.

Trésor-Eco, n° 154, octobre 2015. 8 p. @

Actuellement, avant la fusion de régions au 1er janvier 2016, certaines régions ont un périmètre trop restreint et parfois reflétant

mal la géographie économique. A titre d'exemple, certaines d'entre elles ne possèdent pas de grandes métropoles.

[Sur le blog de la Revue d'économie régionale et urbaine :](#)

• **Quand les idées reçues mènent une réforme territoriale.** L. Bourdeau-Lepage. 26 octobre 2015 @

• **Nantes dans le big-bang territorial.** J. Renard. 26 octobre 2015 @

• **La réforme territoriale est (aussi) un big bang informationnel : enjeux autour de la gouvernance informationnelle des territoires.** M. Noucher. 20 octobre 2015 @

• **Que disent les réformes territoriales de la démocratie locale ?** P-A. Landel. 22 octobre 2015. @

Rural

• **Comment promouvoir le dynamisme économique des espaces ruraux ?**

Cese ; Guillaume de Russé. Octobre 2015.

Les situations des espaces ruraux de France métropolitaine sont contrastées. La notion peut aller de territoires isolés et très peu denses à des communes de densité moyenne proches de grandes villes. La plupart voient augmenter leur population. Leur économie comporte une part importante d'activités productives mais les activités résidentielles y prédominent. Le Cese formule un ensemble de préconisations pour aider ces territoires à tirer parti de tous leurs atouts.

[Vidéo :](#) @

[Note de synthèse \(Document final en cours de publication\) :](#) @

Santé

• **Mesure de l'impact d'une politique publique visant à favoriser l'installation et le maintien de médecins généralistes : l'exemple du soutien au développement des maisons et pôles de santé en France.**

G. Chevillard ; J. Mousquès ; V. Lucas-Gabrielli ; S. Rican et al. *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 4, 2015. pp. 657-694.

Cet article propose une première évaluation des maisons et pôles de santé à travers une démarche mobilisant des outils géographique et économétrique. L'objectif de cette démarche est double : analyser l'implantation de ces structures et mesurer l'impact de celles-ci sur la densité de médecins généralistes libéraux. Les résultats mettent en évidence une implantation davantage rurale de ces structures, de surcroît dans des espaces fragiles, ainsi qu'une moindre diminution de l'offre dans certains espaces ruraux ou périurbains dotés de maisons et pôles de santé.

[En prêt à la documentation](#)

• **La santé, bien commun de la société numérique - Construire le réseau du soin et du prendre soin.**

Conseil national du numérique ; V. Fauvel ; B.Thieulin ; et al. La Documentation française. Octobre 2015. 128 p. @

Remis à la ministre en charge de la Santé, le rapport du Conseil national du numérique (CNNum) présente 15 propositions pour « renforcer un écosystème d'innovation en santé et construire un vaste réseau de soignants-soignés ».

Transfrontalier

• **Les outils de soutien aux approches territoriales intégrées, une opportunité pour la coopération territoriale? – Une étude sur le territoire France-Espagne-Andorre.**

Via Régio - Iniciativas inovadoras. 2015. 12 p. @

Sous l'impulsion de partenaires du Programme de coopération Espagne-France-Andorre, une étude a été réalisée sur les Investissements Territoriaux Intégrés (ITI) et le développement local mené par les acteurs locaux. L'objectif était de fournir une analyse

de ces instruments et d'évaluer l'intérêt et la faisabilité d'y avoir recours dans le cadre de programmes de coopération territoriale européenne.

Union européenne

• **L'Arc Atlantique : une macro-région inachevée.**

Tamara Guirao-Espineira.

L'information géographique, n° 3, 2015. pp. 79-93.

L'évolution de la coopération territoriale européenne se décline dans des instruments nouveaux. Ces changements traduisent un constat d'échec : la dispersion des fonds structurels et les programmes sectoriels a réduit l'impact des politiques communautaires sur le développement territorial. C'est dans ce cadre qu'à partir de 2009 apparaissent deux types de coopération territoriale renforcée : les macro-régions et les stratégies maritimes.

Focus
Territoire

**Auvergne-Rhône-Alpes.
Nouvel espace régional
et dynamiques métropolitaines.**

Tome 1 : géographie physique, humaine, urbaine.
Régions et Agences d'Urbanisme Auvergne et Rhône-Alpes.
Octobre 2015. 52 p. @

Par sa taille, par son poids démographique et économique, la nouvelle région Auvergne Rhône-Alpes va devenir l'une des toutes premières régions en Europe, plus peuplée que 13 des 28 pays de l'Union européenne.

Ce document s'attache à décrire la nouvelle région dans ses composantes physiques, humaines et économiques.

Actualité législative et parlementaire

• Décret n° 2015-1391 du 30 octobre 2015 modifiant le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020. @

• Décret n° 2015-1361 du 27 octobre 2015 modifiant le décret n° 2011-637 du 9 juin 2011 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la mer et des littoraux. @

• Arrêté du 27 octobre 2015 fixant la liste des organismes représentés au sein du Conseil national de la mer et des littoraux ainsi que le nombre de leurs représentants. @

• Proposition de loi n° 113 (Sénat) du 27 octobre 2015 permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité. @

• Les sénateurs ont voté, le 22 octobre, la proposition de loi centriste visant à créer des contrats territoriaux de développement rural" calqués sur les contrats de ville en cours de signature.

[Voir le dossier législatif :](#) @

• Décrets de la loi NOTRe.

[Voir le planning :](#) @

Outils

• **Centres-bourgs. Programmes de revitalisation.** @

Le site présente les objectifs du programme et met à disposition des 54 centres-bourgs lauréats du programme de revitalisation et de toutes les communes concernées, les ressources nécessaires pour accompagner les collectivités dans l'élaboration et l'animation de leur projet.

• **Lancement du Centre de l'OCDE pour les Opportunités et l'Égalité.** @

L'OCDE vient de lancer une plateforme (en anglais) visant à encourager la recherche sur les tendances, les causes et les conséquences des inégalités dans la société et l'économie.